



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ORIGINAL

PREFECTURE DES VOSGES

*Direction Départementale de l'Équipement
des Vosges*

*Service Urbanisme et Habitat
Bureau Planification et Prévention des Risques*

ARRÊTÉ N°105/08/DDE

**portant approbation
du Plan de Prévention des Risques naturels
« inondations » de la rivière la Moselle-amont**

sur les communes de Bussang, St Maurice sur Moselle, Fresse sur Moselle,
Le Thillot, Ramonchamp, Ferdrupt, Rupt sur Moselle, Vecoux,
Dommartin les Remiremont, St Etienne les Remiremont, Remiremont,
St Nabord, Eloyes, Pouxoux, Jarménil, Archettes et Arches.

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, art. L 562-1 à L 562-8 ;

VU le code de l'urbanisme, art. L 126-1 et R 126-1 ;

VU le code de la construction et de l'habitation, art. L 126-1 ;

VU le livre II nouveau du code rural modifié ;

VU la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, chapitre IV ;

VU la loi 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, chapitre II, art. 16 ;

VU la loi n° 2003/699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 juillet 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 330/04/DDE du 12 mai 2004 prescrivant la révision du PPRi de la Moselle sur les communes de Dommartin les Remiremont, Saint Etienne les Remiremont, Remiremont, Saint Nabord, Eloyes, Pouxoux, Jarménil, Arches et Archettes, et l'arrêté préfectoral n° 2001/804 du 14 mars 2001 portant prescription d'un PPRi sur les communes de Bussang, Saint Maurice sur Moselle, Fresse sur Moselle, Le Thillot, Ramonchamp, Ferdrupt, Rupt sur Moselle et Vecoux ;

VU l'arrêté préfectoral n° 105/07/DDE en date du 22 mai 2007 portant ouverture de l'enquête publique relative au PPRi de la Moselle-amont sur les 17 communes pré-citées ;

VU l'avis favorable de Monsieur M. Bernard MASINI, commissaire-enquêteur, en date du 13 août 2007 ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Equipement par intérim ;

CONSIDERANT la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de son exposition aux risques « inondations » sur ces communes ;

SUR la proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

Le Plan de Prévention des Risques « inondations » lié à la rivière la Moselle-amont sur les 17 communes pré-citées tel qu'il est annexé au présent arrêté, et comprenant les pièces mentionnées à l'article 2, est approuvé.

Article 2 :

Le dossier réglementaire du PPRi de la Moselle-amont, comprend :

- ✓ une note de présentation
- ✓ un règlement
- ✓ des documents graphiques.

Article 3 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention dans le journal local « la Liberté de l'Est ».

Article 4 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs et informations officielles de la Préfecture des Vosges .

Article 5 :

Copie du présent arrêté sera adressée :

- x aux mairies des 17 communes concernées,
 - x au siège du SCOT des Vosges centrales,
 - x au siège de la Communauté de Communes de la Porte des Hautes-Vosges,
 - x au siège de la Communauté de Communes Les Deux Rives de la Moselle ,
 - x au siège de la Communauté de Communes des Ballons des Hautes Vosges et de la Source de la Moselle,
 - x au siège de la Communauté de Communes des Moyennes et Hautes Vosges du Sud,
- pour affichage pendant un mois au minimum.

L'accomplissement de cette mesure incombe aux maires et aux Présidents des EPCI concernés et est certifié par eux.

Article 6 :

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public dans les Mairies et au siège des EPCI concernés ainsi qu'en Préfecture.

Article 7 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipeement par intérim, les Maires des communes concernées et les Président des EPCI concernés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Il est également possible de contester cette décision devant le Tribunal Administratif dans les mêmes conditions de délai¹.

A Epinal, le

18 NOV. 2008

Le Préfet,



Albert DUPUY

¹ Il est conseillé avant tout recours, de demander les fiches d'informations établies à cet effet par le Tribunal Administratif de Nancy.

Ces fiches seront adressées gratuitement sur simple demande par lettre ou par téléphone au Tribunal Administratif de Nancy (5 place de la Carrière – CO n°38 – 54036 NANCY CEDEX – Tél. 03 83 17 43 43)